



Conseil économique et social

Distr. générale
14 janvier 2019
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-deuxième session

1^{er}-5 avril 2019

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat général :
 - a) Mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux niveaux mondial, régional et national ;
 - b) Examen et évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
4. Exécution du programme et futur programme de travail du Secrétariat dans le domaine de la population.
5. Ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission.
6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-deuxième session.

Annotations

1. Élection du Bureau

L'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose que la Commission élit parmi les représentants de ses membres un ou une président(e), un(e) ou plusieurs vice-président(e)s et d'autres membres du Bureau selon que de besoin.



Conformément à la décision 2005/213 du Conseil, la Commission a tenu la 1^{re} séance de sa cinquante-deuxième session immédiatement après la clôture de sa cinquante et unième session, à seule fin d'élire les nouveaux membres du Bureau. Yuliana Angelova (Bulgarie), représentante des États d'Europe orientale, a été élue Vice-Présidente. À la 2^e séance de sa cinquante-deuxième session, qui se tiendra le 1^{er} avril 2019, la Commission élira une ou un président(e) désigné(e) par les États d'Amérique latine et des Caraïbes, et des vice-présidents désignés par les États d'Afrique, les États d'Asie et du Pacifique et les États d'Europe occidentale et autres États.

On trouvera à l'annexe du présent document la composition de la Commission à sa cinquante-deuxième session.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

L'article 7 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose qu'au début de chaque session, la Commission arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire.

Sur recommandation de la Commission à sa cinquante et unième session, le Conseil a approuvé par sa décision 2018/232 (voir [A/73/3](#), chap. XI, partie I.6) l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-deuxième session de la Commission.

À sa trentième session, la Commission a décidé d'autoriser son Bureau à tenir des réunions intersessions tous les ans pour préparer les sessions (voir [E/1997/25](#), par. 52). À sa trente-neuvième session, par sa résolution [2006/1](#) (voir [E/2006/25](#), chap. I.B), elle a prié le Bureau de se réunir aussi souvent que nécessaire pour préparer ses sessions annuelles. Dans sa résolution [2016/25](#), le Conseil économique et social a prié le Bureau de la Commission de faire tout son possible pour améliorer la communication avec les États Membres, notamment en distribuant les minutes de ses réunions sous forme de compilations aux membres des groupes régionaux concernés, dans les 10 jours suivant la réunion.

Documentation

Ordre du jour provisoire ([E/CN.9/2019/1](#))

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session ([E/CN.9/2019/L.1](#))

3. Débat général

- a) Mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux niveaux mondial, régional et national**
- b) Examen et évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

Dans sa résolution [49/128](#), par laquelle elle a entériné les recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'Assemblée générale a décidé que la Commission, en tant que commission technique chargée d'aider le Conseil économique et social, suivrait, examinerait et évaluerait l'application du Programme d'action de la Conférence aux niveaux national, régional et international et donnerait des avis au Conseil à ce sujet.

À sa vingt et unième session extraordinaire, l'Assemblée générale a, dans sa résolution S-21/2, adopté un ensemble de principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action.

Dans sa résolution [65/234](#), l'Assemblée générale a décidé de proroger au-delà de l'échéance initiale de 20 ans, atteinte en 2014, le Programme d'action et les principales mesures pour la poursuite de son application.

Sur recommandation de la Commission à sa quarante-neuvième session, le Conseil économique et social a adopté la résolution [2016/25](#) sur l'organisation des travaux et les méthodes de travail futures de la Commission. Il y a réaffirmé le mandat principal de la Commission, à savoir suivre, examiner et évaluer l'application du Programme d'action aux niveaux national, régional et international et donner des avis au Conseil à ce sujet, ainsi que le rôle clef que la Commission jouait s'agissant de coordonner l'examen et l'évaluation des principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action, y compris de combler les lacunes et de remédier aux problèmes qui entravaient cette application, et affirmé que la Commission contribuerait au suivi et à l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans les limites de son mandat actuel, en gardant à l'esprit que les objectifs de développement durable devaient être intimement liés et leur mise en œuvre intégrée.

Aux termes de son mandat (voir [E/1995/27](#), annexe I, partie I.A), que le Conseil a entériné dans sa résolution [1995/55](#) en y apportant une modification, la Commission doit adopter un programme de travail pluriannuel de caractère thématique et comportant des priorités, devant permettre notamment de mesurer les progrès réalisés dans l'application du Programme d'action. Dans son rapport sur les travaux de sa vingt-huitième session, dont le Conseil a pris acte dans sa décision 1995/236, la Commission a demandé que soit établi chaque année un rapport sur un thème particulier du Programme d'action (voir [E/1995/27](#), annexe I, sect. III).

Sur recommandation de la Commission à sa quarante-neuvième session, le Conseil, dans sa résolution [2016/25](#), a décidé que la Commission continuerait de choisir un thème spécial pour chaque session annuelle en s'inspirant des progrès, des lacunes, des problèmes récurrents et de l'évolution des questions liées à la population et au développement dans le contexte du Programme d'action et des principales mesures visant à accélérer son application, tout en tenant compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'objectif étant qu'elle exécute pleinement toutes les tâches qui lui avaient été confiées et contribue aux travaux du Conseil, notamment en créant des synergies et, en ce qui concernait ses méthodes de travail, en prenant en compte, dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel et selon qu'il conviendrait, du thème prioritaire annuel du Conseil et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, conformément aux résolutions [67/290](#) et [68/1](#) de l'Assemblée générale. Il a également décidé d'inscrire au titre du point de l'ordre du jour consacré au débat général deux points subsidiaires, l'un portant sur les mesures à prendre pour la poursuite de l'application du Programme d'action aux niveaux international, régional et national, l'autre sur le thème spécial de la session annuelle.

Dans sa décision 2017/260 (voir [E/2017/25](#), chap. I.A), le Conseil a décidé qu'à partir de sa cinquante-troisième session, en 2020, la Commission adopterait un cycle quadriennal pour l'examen et l'évaluation de l'application du Programme d'action et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme 2030, dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel aligné sur le thème principal du Conseil et celui de la réunion du Forum politique de haut niveau, organisée sous les auspices du Conseil.

Dans sa décision 2017/101 (voir [E/2017/25](#), chap. I.B), la Commission a décidé que le thème de sa cinquante-deuxième session, en 2019, serait « Examen et évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ([E/CN.9/2019/2](#))

Rapport du Secrétaire général sur le suivi des programmes de population, axé en particulier sur l'examen et l'évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ([E/CN.9/2019/3](#))

Rapport du Secrétaire général sur les flux de ressources financières devant concourir à la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ([E/CN.9/2019/4](#))

4. Exécution du programme et futur programme de travail du Secrétariat dans le domaine de la population

À sa vingt-huitième session, la Commission a proposé notamment que le programme de travail dans le domaine de la population continue d'accorder un rang de priorité élevé au suivi des tendances et politiques démographiques ; établisse tous les deux ans des prévisions et projections des populations urbaines et rurales aux niveaux mondial et national ; entreprenne des études sur les politiques démographiques et les politiques de développement connexes ; établisse des études sur la corrélation entre les changements démographiques et d'autres phénomènes de développement ; effectue des analyses de la mortalité ; participe aux études approfondies sur la fécondité, la nuptialité, les droits et la santé de la procréation, y compris la planification familiale, et assure la coordination de ces études ; entreprenne des études permettant de mieux comprendre les causes et conséquences des migrations internes et des migrations internationales ; diffuse des informations sur les questions de population et de développement et fasse mieux connaître ces questions ; prenne les dispositions voulues pour coordonner l'examen et l'évaluation du Programme d'action ; fournisse des services de coopération technique aux pays en développement, notamment aux moins avancés d'entre eux et, à titre temporaire, aux pays en transition compte tenu des problèmes économiques et sociaux auxquels ils font face (voir [E/1995/27](#), annexe II). La Commission a confirmé la teneur de ce programme de travail à sa vingt-neuvième session (résolution [1996/1](#) de la Commission ; voir [E/1996/25](#), chap. I.C).

À sa trentième session, la Commission a souligné qu'il importait que la Division de la population du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies poursuive son travail de base concernant les éléments essentiels sur lesquels reposaient les estimations et les projections en matière de population ; les tendances et questions démographiques fondamentales, notamment la fécondité, la mortalité, les migrations et l'évolution du mouvement de la population rurale et urbaine ; l'évolution des politiques démographiques ; l'interprétation des liens entre population et développement (résolution [1997/3](#) de la Commission ; voir [E/1997/25](#), chap. I.C).

À sa trente-septième session, la Commission a réaffirmé l'importance des travaux de la Division, qui fournit aux organismes des Nations Unies et à la communauté internationale des données exhaustives et scientifiquement fiables permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs relatifs à la population et au développement figurant dans les documents issus des grands sommets et conférences des Nations Unies, en particulier le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, les principales mesures pour la poursuite de son application ou encore la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida (résolution [2004/1](#) de la Commission ; voir [E/2004/25](#), chap. I.B). À la même session, la Commission a souligné en outre que la Division devait poursuivre ses travaux de base sur les estimations et les projections ; l'évolution du mouvement de la population rurale et urbaine ; l'analyse des migrations internationales ; les répercussions de la modification de la pyramide des âges sur le développement ; la diversité croissante des taux et des tendances de fécondité et de mortalité ; les relations entre populations, ressources, environnement et développement ; l'évolution des politiques démographiques, compte tenu des différences entre les sexes (résolution [2004/1](#) de la Commission).

À sa quarante-neuvième session, la Commission a prié le Secrétaire général de poursuivre ses travaux de fond sur la population et le développement, notamment sur les interactions entre la dynamique des populations, les inégalités et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, de continuer à améliorer l'accessibilité et l'actualité des données démographiques ventilées en vue de leur utilisation par les États Membres, le système des Nations Unies, la société civile et les milieux universitaires et, en collaboration avec le système des Nations Unies et des organisations extérieures, la société civile et les milieux universitaires, de continuer à évaluer les progrès accomplis sur la voie de la mise en œuvre intégrale du Programme d'action, des principales mesures pour la poursuite de son application et du Programme 2030, ainsi qu'à en rendre compte (résolution [2016/1](#) de la Commission ; voir [E/2016/25](#), chap. I.C).

Dans sa résolution [2016/25](#), puis à nouveau dans sa décision 2017/260, le Conseil économique et social a réaffirmé que la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et le Fonds des Nations Unies pour la population jouaient des rôles complémentaires, dans la limite de leurs mandats respectifs, pour ce qui est de renforcer l'efficacité des travaux de la Commission.

La Commission est saisie du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes et le bilan des activités menées dans le domaine de la population en 2018, qui présente les travaux de la Division de la population. Les membres de la Commission sont invités à l'examiner et à formuler des observations à ce sujet.

À partir de 2020, le cadre stratégique et le projet de programme de travail seront établis conformément au nouveau budget-programme annuel approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/266](#) A, qui comprend un nouveau cadre de résultats. Le nouveau cadre de résultats a été présenté, sous forme de projet, à l'annexe III du rapport du Secrétaire général intitulé « Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies : améliorer et simplifier la procédure de planification des programmes et d'établissement du budget » ([A/72/492/Add.1](#)). L'élaboration du budget-programme annuel de 2020 devrait être terminée au cours du premier trimestre de l'année 2019.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme et le bilan des activités menées dans le domaine de la population en 2018 : Division de la population (Département des affaires économiques et sociales) ([E/CN.9/2019/5](#))

5. Ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission est saisie du projet d'ordre du jour provisoire de sa cinquante-troisième session, dans lequel sont indiqués les documents présentés au titre de chaque point de l'ordre du jour et la décision de l'organe délibérant qui en a autorisé l'élaboration.

La Commission est invitée à examiner les résolutions [1979/41](#), 1981/83, [1982/50](#) et 1983/163 du Conseil, relatives au contrôle et à la limitation de la documentation, à la retenue nécessaire concernant les demandes de nouveaux documents adressées au Secrétaire général, au fait de regrouper ou de fondre certains documents de façon à rationaliser la documentation et éviter les doublons, et à la rationalisation des ordres du jour et des programmes de travail.

Sur recommandation de la Commission à sa quarante-neuvième session, le Conseil économique et social a décidé, par sa résolution [2016/25](#), d'inscrire au titre du point de l'ordre du jour consacré au débat général deux points subsidiaires, l'un portant sur les mesures à prendre pour la poursuite de l'application du Programme d'action aux niveaux international, régional et national, l'autre sur le thème spécial de la Commission. Le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission tient compte de ce changement.

La Commission a décidé à sa cinquante et unième session, en 2018, que sa cinquante-troisième session, en 2020, aurait pour thème spécial « Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable » (décision 2018/101 de la Commission ; voir [E/2018/25](#), chap. I.B).

Documentation

Note du Secrétariat présentant l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission ([E/CN.9/2019/L.2](#))

6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Aux termes de l'article 37 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission soumet au Conseil un rapport sur les travaux de chaque session.

Annexe

**Composition de la Commission de la population
et du développement à sa cinquante-deuxième session (2019)**

(47 membres ; mandat de quatre ans)

<i>Mandat expirant à la clôture de la session en</i>	
Argentine	2022
Allemagne	2022
Bangladesh	2022
Bélarus	2019
Belgique	2021
Bolivie (État plurinational de)	2019
Brésil	2021
Bulgarie	2022
Burkina Faso	2022
Burundi	2019
Cameroun	2021
Canada	2020
Chili	2020
Chine	2022
Colombie	2022
Côte d'Ivoire	2022
Cuba	2021
Danemark	2021
États-Unis d'Amérique	2022
Fédération de Russie	2022
Finlande	2020
France	2021
Haïti	2022
Inde	2021
Iran (République islamique d')	2019
Israël	2019
Jamaïque	2019
Japon	2021
Luxembourg	2021
Madagascar	2021
Mali	2021
Maroc	2020

<i>Mandat expirant à la clôture de la session en</i>	
Mauritanie	2022
Mexique	2021
Ouganda	2020
Pays-Bas	2022
Philippines	2019
Qatar	2020
République de Moldova	2020
Roumanie	2021
Sierra Leone	2019
Soudan	2020
Turkménistan	2020
Vanuatu	2022

Remarque : À sa 15^e séance plénière, le 4 avril 2018, le Conseil économique et social a pourvu un siège vacant en élisant par acclamation le Luxembourg à la Commission de la population et du développement, pour un mandat prenant effet le jour de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-quatrième session de la Commission, en 2021. Le Conseil a de nouveau reporté l'élection de deux membres parmi les États d'Afrique et d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la première séance de la cinquante-deuxième session de la Commission, en 2018, et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-cinquième session, en 2022 ; et de deux membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet le jour de l'élection et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-quatrième session, en 2021 (voir décision 2018/201 D).

À sa 16^e séance plénière, le 16 avril 2018, le Conseil économique et social a élu les cinq États Membres suivants, par acclamation, à la Commission de la population et du développement, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la cinquante-troisième session de la Commission, en 2019, et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-sixième session, en 2023 : Bélarus, Iran (République islamique d'), Malaisie, République démocratique du Congo et Togo. Le Conseil a reporté l'élection de deux membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la cinquante-troisième session de la Commission, en 2019, et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-sixième session, en 2023. Afin de pourvoir des sièges vacants à la Commission, le Conseil a élu par acclamation les deux États membres suivants : l'Inde, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-quatrième session, en 2021, et la Côte d'Ivoire, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-cinquième session, en 2022. Le Conseil a de nouveau reporté l'élection visant à pourvoir trois sièges vacants à la Commission : un parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-quatrième session de la Commission, en 2021 ; et un parmi les États d'Afrique et un parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-cinquième session, en 2022 (voir décision 2018/201 E).

À sa 6^e séance, le 5 décembre 2018, le Conseil économique et social a élu El Salvador, par acclamation, à la Commission de la population et du développement, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la cinquante-troisième session de la Commission, en 2019, et venant à expiration à la clôture de la cinquante-sixième session, en 2023. Le Conseil a décidé de reporter à nouveau l'élection visant à pourvoir un siège parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-quatrième session de la Commission, en 2021, un siège parmi les États d'Afrique et un siège parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-cinquième session de la Commission, en 2022, et un siège parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et un siège parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la première séance de la cinquante-troisième session de la Commission, en 2019, et venant à expiration à la clôture de la cinquante-sixième session de la Commission, en 2023 (voir décision 2019/201 A).